



PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - MM

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SAS  
BRIQUETERIE LAMOUR de respecter certaines  
dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation  
pour l'exploitation de sa carrière de limon située à  
ROUCOURT**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses livres I,II et V et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 novembre 2017 portant délégation de signature à M. Olivier JACOB, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 avril 2013 autorisant la SAS BRIQUETERIE LAMOUR à exploiter une carrière de limon sur le territoire de la commune de ROUCOURT au lieu-dit « Derrière le Château » ;

Vu l'article 23.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 2013 qui précise les périodicités du contrôle des niveaux acoustiques ;

Vu l'article 1.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 2013 qui dispose les conditions de l'intégration paysagère de la carrière, notamment la plantation d'une haie arbustive et arborée le long de la RD 135 ;

Vu l'article 11.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 2013 qui définit les conditions de remise en état de la carrière, notamment la plantation d'arbustes sur les talus nord-est et sud-est au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation ;

Vu le rapport en date du 26 mars 2018 de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 26 mars 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté joint au rapport susvisé ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant que lors de l'inspection du 6 mars 2018, l'exploitant a déclaré n'avoir procédé à aucun contrôle des niveaux acoustiques depuis le début de l'exploitation ;

Considérant que lors de la visite en date du 6 mars 2018, l'inspecteur a constaté l'absence de plantation d'une haie arbustive et arborée le long de la RD135 et d'une haie arbustive le long des talus des parties déjà exploitées ;

Considérant qu'en conséquence, cette situation constitue le non-respect de prescriptions imposées et nécessite d'être corrigée ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS BRIQUETERIE LAMOUR de respecter les dispositions des articles 1.10, 11.2 et 23.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 2013, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Nord

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Objet**

La SAS BRIQUETERIE LAMOUR, ci-après dénommée l'exploitant, - siège social : 375, rue Faidherbe, BP 70094, 59502 WAZIERS CEDEX - exploitant une carrière de limon au lieu-dit « derrière le Château » sur la commune de ROUCOURT, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 avril 2013 :

- article 23.7 pour faire contrôler les niveaux acoustiques de son exploitation et transmettre le rapport sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté,

- article 1.10 pour aménager une haie arbustive et arborée le long de la RD135 en vue de limiter les nuisances visuelles de la carrière. Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant proposera un plan de cet aménagement en définissant les essences et le nombre de sujets à mettre en place pour l'intégration paysagère de la carrière pour réalisation avant le 31 décembre 2018.

- article 11.2 pour aménager une haie arbustive sur les talus nord-est et sud-est au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation. Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant proposera un plan de cet aménagement en définissant les essences et le nombre de sujets à mettre en place pour la remise en état de la carrière pour réalisation avant le 31 décembre 2018.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

## Article 2 – Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 3 – Délais et voies et de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de la Transition Écologique et Solidaire – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre et en application de l'article L171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

## Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DOUAI sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de ROUCOURT,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de ROUCOURT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 27 AVR. 2018

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général



Olivier JACOB



